

Le budget

compressions. On ne fait rien pour aider à nourrir le 1,2 million d'enfants canadiens qui vont se coucher le ventre vide.

Il n'y a rien qui réponde aux préoccupations en matière de déficit, sauf les coupes qui touchent les plus déshérités de notre société. On n'a fait preuve d'aucune imagination en ce qui concerne le rajustement des taux d'imposition visant les riches et les sociétés. Pendant que ces dernières peuvent déduire les repas d'affaires et leurs frais de représentation à la cadence de près de 1 milliard de dollars, le gouvernement de ce pays si riche impose ceux qui gagnent moins que le minimum vital.

Les gens qui viennent nous voir dans nos bureaux—je ne sais si les députés conservateurs les voient dans leurs bureaux—éprouvent déjà des difficultés et ne peuvent faire face aux compressions du gouvernement.

• (1630)

En conclusion, ce budget cadre avec l'idéologie conservatrice. Il aide les riches et s'en prend aux pauvres. Le dernier orateur a parlé du libre-échange et de la taxe sur les produits et services. Il s'est demandé pourquoi certains orateurs faisaient mention de ces mesures particulières. Eh bien, tout cela fait partie du même train de mesures.

Comme nous l'ont montré les récents sondages, le gouvernement ne représente que 19 p. 100 des Canadiens, les plus riches et pas les plus pauvres. Le libre-échange nous a fait renoncer à la maîtrise de notre économie et nous nous en prenons maintenant aux gens, aux malades, aux étudiants et aux pauvres. Ce budget met en oeuvre l'idéologie qui a fait que l'Accord de libre-échange touche nos programme sociaux et la façon dont notre économie sera gérée.

Le déphasage régional s'intensifie. Le gouvernement ne fait rien pour aider les régions démunies. Elles ne sont pas aussi durement touchées par le budget que les provinces plus riches, mais rien n'est prévu pour redresser leur situation. Les députés ministériels devraient visiter les régions démunies pour se rendre compte de l'énormité

du problème. Ils s'emploieraient alors peut-être à trouver une solution.

Il y a aussi la privatisation de Petro-Canada avec laquelle s'envoleront nos derniers espoirs de contrôler nos réserves de pétrole et de gaz. Il y a aussi la privatisation de notre régime de soins de santé. C'est inévitable; d'ailleurs, nous nous orientons déjà dans cette voie, puisqu'on n'injecte plus assez de fonds dans le régime public. Le système d'enseignement postsecondaire se privatisera, lui aussi, de plus en plus, à mesure que les frais d'inscription augmenteront, et des universités privées feront leur apparition au Canada.

Le gouvernement nous impose un système à deux niveaux, un pour les riches et un pour les pauvres. Nos programmes s'américanisent, et notre société aussi, une société où le gouvernement favorise les riches et piétine les pauvres. C'est tout simplement inacceptable. La population du Canada s'élève contre toutes ces mesures. Les sondages, comme celui d'aujourd'hui, nous en donnent la preuve, tout comme les récriminations des simples citoyens canadiens qui se rendent à nos bureaux ou que nous rencontrons à des réunions. La population en a assez de ces programmes injustes qui protègent les riches et nuisent aux pauvres. Naturellement, le gouvernement et les députés d'en face en ressentiront les contrecoups aux prochaines élections.

Des voix: Bravo!

M. Crosby: Monsieur le Président, je crains parfois que nous, à la Chambre des communes, nous soyons très immunisés contre les discours creux des députés du Nouveau Parti démocratique mais que nous devrions nous demander si peut-être quelqu'un d'autre les écoute vraiment et accepte certains de leurs arguments. Je voudrais faire deux ou trois remarques pour indiquer certaines choses au public.

Le NPD se vante constamment d'être l'initiateur de notre système d'assurance-maladie. Quelle absurdité! J'étais avocat au ministère du procureur général de la province de la Nouvelle-Écosse en 1957 et 1958 quand le très hon. John Diefenbaker, qui était alors premier ministre du Canada, a lancé le régime d'hospitalisation. Celui-ci a été le précurseur de notre régime d'assurance-maladie pour tout le Canada.

Une voix: Cela s'est passé en Saskatchewan en 1952. Où étiez-vous en 1952?